lutte ouvrière

N° 503 — JEUDI 2 MARS 1978 — QUOTIDIEN — PRIX : 0,50 F

La CFDT fournit le prétexte, Marchais et Mitterrand préparent leur compromis

Les propositions de la CFDT sont en passe de devenir l'un des textes les plus lus et les plus commentés. Pourtant, les deux textes qui les résument — l'un datant de juin 1977, l'autre de janvier 1978 — n'avaient pas spécialement attiré l'attention lors de leur publication. C'est donc bien que l'intérêt de ce texte est ailleurs que dans son seul contenu.

Marchais a répété hier ce qu'il avait déjà dit il y a huit jours, à savoir que les propositions de la CFDT pourraient être une base de négociation. Mitterrand a répété, lui aussi, répondant à nouveau indirectement à Marchais, que les **« propositions de la CFDT sont positives et seront très utiles le moment venu ». « Le moment venu »**, entendez par là : quand Marchais et Mitterrand auront décidé d'aboutir publiquement à un accord.

C'est que ce fameux programme de la CFDT présente en effet, hormis l'avantage de tomber à point nommé, celui de tomber surtout en plein milieu... juste à mi-chemin en ce qui concerne les nationalisations, entre ce que propose le Parti Socialiste et ce que propose le Parti Communiste.

Le Parti Communiste se disait partisan du chiffre de 729 entreprises à nationaliser, et le Parti Socialiste du chiffre de 227 ? La CFDT propose justement le chiffre moyen de 450 ! N'est-ce pas un compromis honorable ?

Le Parti Communiste se disait partisan de nationaliser les filiales des trusts où ces derniers détiennent au moins 50 % des actions, tandis que le Parti Socialiste se déclarait partisan de ne nationaliser que les filiales à 100 % ? Eh bien, la CFDT propose la nationalisation des filiales à 66 %. Là encore, justement un chiffre moyen !

Ainsi, Marchais et Mitterrand confirment tous les jours la base de leur éventuel compromis.

Mais ce faisant, tant le Parti Communiste que le Parti Socialiste donnent la preuve qu'ils n'ont finalement que faire de leurs programmes respectifs.

Pendant des mois, Marchais avait fait de ce nombre des entreprises à nationaliser son principal cheval de bataille : c'était absolument 729 et pas une de moins, sinon les grandes réformes sociales envisagées étaient irréalisables, affirmait-il. Aujourd'hui, il est sur le point de dire à ses électeurs et à tous ses sympathisants que cela n'a plus guère d'importance.

Pendant des mois, Mitterrand a campé, soi-disant irréductible, sur des positions inverses ; au point d'ailleurs de contraindre au silence, au sein de son propre parti, ceux de la tendance du CERES, qui étaient partisans de céder un peu plus, justement sur le nombre des nationalisations. Mais pour lui non plus, cela n'a plus d'importance.

Mais si le PC et le PS arrivent, aujourd'hui, à envisager l'accord sur un chiffre moyen d'entreprises à nationaliser, où résideront donc encore les divergences entre eux ? Le PC et le PS se sont mis d'accord sur le SMIC à 2.400 F. Le PC et le PS se sont mis d'accord — sans même avoir besoin de se rencontrer — sur le maintien en état de l'arme atomique française et d'un commun accord, s'ils gouvernent ensemble, ils prendront des milliards dans la poche des contribuables, de toutes les petites gens, pour financer cette arme de prestige et tous les trusts qui ont des intérêts dans sa fabrication. En matière de réformes dites sociales, le PC et le PS sont aussi d'accord pour n'accorder aux vieux qu'un minimum de 1.300 F pour vivre.

Si le PC et le PS continuent le jeu de la polémique, c'est qu'il y ont l'un et l'autre des intérêts bassement électoralistes.

Marchais persévère dans son rôle de tribun populaire, de tribun de la lutte des classes, et continue à se faire applaudir par son électorat ouvrier en criant : *« Il faut faire payer les riches »* et, pour cela, *« il faut un bon accord, et un bon programme »*. Mais il se fiche et du programme et donc des moyens de faire payer les riches. Sa démagogie vise uniquement à assurer à son parti le maximum de voix, le soir du 12 mars, de voix de travailleurs abusés par son langage.

Mitterrand persévère, de son côté, à cultiver l'image de celui qui ne veut pas céder face aux exigences simulées du Parti Communiste. C'est que cela le sert, non seulement vis-à-vis de la bourgeoisie — c'est la preuve qu'il sera bien le patron du futur gouvernement de gauche — mais aussi pour récupérer quelques voix d'électeurs anticommunistes.

Mais par-delà le langage que chacun destine à son électorat présumé, pour faire le plein des voix le 12 mars, on entend de plus en plus fort les chuchotements du compromis qui se prépare.

(Suite page 2)

JEUDI 2 MARS

ARLETTE LAGUILLER

sera la porte-parole de Lutte Ouvrière à la radio et à la télévision

Dans le cadre des émissions électorales à la télévision et à la radio, LUTTE OUVRIERE est programmé le jeudi 2 mars.

Notre camarade Arlette LAGUILLER n'aura que sept minutes pour s'adresser à tous, puisque sept minutes, c'est le temps d'antenne accordé aux formations qui présentent plus de 75 candidats mais n'ont pas de représentants au Parlement. Le tirage au sort a fait que cette émission se situe parmi les premières.

Arlette LAGUILLER s'adressera aux électeurs aux alentours de 20 h 40, sur les trois chaînes de télévision et à la radio nationale (France-Inter). Elle parlera après les émissions (9 minutes chacune) consacrées aux formations de la majorité et de l'opposition, qui commencent à 20 h 30.

Ne le manquez pas et organisez, partout où c'est possible, des écoutes collectives !

Giscard et les femmes : pour quelques votes de plus

Le dernier Conseil des ministres a été, le 1er mars, presque exclusivement consacré aux femmes. Parallèlement, une vaste campagne d'information sur le droit des femmes doit être lancée par le gouvernement sur les radios périphériques. Elle durera dix jours, ce qui nous conduit bien sûr à la veille du 12 mars. Alors, dire qu'à quinze jours des élections le gouvernement se précipite pour faire quelques gestes vis-à-vis de l'électorat féminin est vraiment un doux euphémisme !

Mme Veil avait déjà remarqué que les femmes n'avaient pas conscience de tout ce qui avait été fait pour elles. Alors, tous les moyens sont bons. Et avec la collaboration de Mme Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, et celle de Mme Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministère du Travail, le ministre de la Santé a commencé par dresser un bilan des mesures prises depuis quatre ans par le gouvernement pour améliorer la condition féminine. C'est ainsi qu'elles ont annoncé que plus de 40 lois ou décrets, intéressant le statut juridique de la femme, auraient été pris depuis 1974.

Et le Conseil des ministres y est même allé de deux petites réformes nouvelles qui ont comme principal avantage pour le gouvernement de ne rien lui coûter. Désormais, si les femmes en font la demande, elles auront le droit de percevoir (même si elles ne travaillent pas) les allocations familiales, de même qu'elles auront le droit de toucher les remboursements d'assurance-maladie concernant leurs enfants.

Les lois qui entérinent la dépendance des femmes vis-à-vis des hommes, les discriminations dont elles sont l'objet sont si nombreuses que le gouvernement pourra facilement trouver encore quelques idées de cadeaux bon marché, si besoin est !

Décidément, les hommes de la majorité n'ont pas de pudeur. Après avoir montré leur mépris des femmes — y compris de leur propre parti, car ils n'en présentent pratiquement pas sur leurs listes — ils viennent quémander quelques voix de femmes en prenant des mini-mesures qui ne règlent rien.

Eh bien, les femmes, toutes les femmes, doivent dire « non » à ces partis de droite qui les méprisent et les mettent à l'écart. Mais elles ne peuvent pas non plus s'en remettre aux grands partis de la gauche, comme le Parti Socialiste ou le Parti Communiste, qui leur font une place guère plus grande.

Alors, si les femmes veulent voter à la fois à gauche et pour les femmes, c'est pour les candidates et les candidats de Lutte Ouvrière qu'elles devront voter au premier tour. Car Lutte Ouvrière est la seule organisation qui ait présenté dans ces élections presque autant de candidates que de candidats (sur 470 candidats, 191 sont des femmes). Elle est la seule organisation qui depuis des années ait fait d'une femme son principal porte-parole.

« L'Humanité » défend l'armée de l'Air

en accusant le gouvernement de ne pas lui consacrer assez de crédits

● *L'Humanité* ne perd pas une occasion de montrer le souci qu'elle a de l'armée... et de ses membres.

C'est ainsi qu'un article de *l'Humanité* du 1er mars, après la visite de Giscard d'Estaing à l'Ecole de l'Air de Salon-de-Provence, regrette que les Mirage IV restent en service *« jusqu'à l'horizon 1985-90, malgré la vétusté reconnue par tous les experts il y a quelques années déjà »*.

Et, au souhait exprimé par Giscard de voir les élèves de Salon-de-Provence être *« d'excellents professionnels, mais aussi des militaires exemplaires »*, *l'Humanité* réplique : *« On se demande bien comment. Les heures mensuelles de vol, en général, n'excèdent pas quinze heures et parfois moins »*.

Et à quoi est due toute cette misère ? Le grand mot est lâché : *« Faute de crédits »* !

Oui, *l'Humanité* le rappelle, le Parti Communiste est pour l'augmentation du budget de l'armée. Et si l'article parle de l'intervention *« néo-colonialiste »* de l'armée de l'Air au Zaïre et au Sahara occidental, c'est seulement pour constater que le gouvernement a osé *« prélever sur les budgets de l'Air les frais »* occasionnés par celle-ci.

Le reste de l'article est consacré à la critique du gouvernement, qui n'assure pas aux personnels de l'armée de l'Air la promotion qu'ils méritent. Faute d'y consacrer les crédits nécessaires sans doute également !

En tout cas, si *l'Humanité* parle de la tournée des popotes de M. Giscard, on peut voir que ce journal ne perd pas une occasion de rappeler que le Parti Communiste se pose en meilleur défenseur des intérêts de l'armée et des militaires.

Et l'argent pour ce genre de dépenses, quoi que le Parti Communiste en dise actuellement, c'est dans la poche des contribuables qu'il le prendra !

Quand Kanapa tricolore...

● Grosse révélation, mardi soir, au meeting de Jean Kanapa à Longwy — et reprise à la Une de **l'Humanité** de mercredi matin : il y a cinq ministres **« membres d'un parti étranger »** dans le gouvernement de la France.

Explication fournie, il se révèle tout simplement que le CDS de Lecanuet a adhéré à un Parti Populaire Européen, dans lequel on retrouve la CDU, le parti réactionnaire allemand de Strauss.

Qui s'assemble se ressemble, c'est sûr. Mais avions-nous besoin de cette preuve pour savoir que Lecanuet est un fieffé réactionnaire ?

Kanapa, qui fut l'homme à tout faire, ou en tout cas à tout justifier, au service de la bureaucratie russe, lorsque le PCF lui-même était encore complètement lié à celle-ci, s'est maintenant reconverti en nationaliste intransigeant. Dame, une place de ministre des Affaires étrangères serait en jeu pour lui. C'est du moins ce qu'il a laissé dire complaisamment... par Lecanuet lui-même, lors de leur face-à-face télévisé.

A vrai dire, on ne sait guère quand il semble le plus lamentable : quand il vantait l'intervention soviétique en Hongrie pour le douteux privilège d'être le représentant du PCF à Moscou pendant des années, ou quand il vient défendre l'indépendance nationale dans l'espoir — encore plus douteux — d'un maroquin ministériel.

Le PCF, on le sait, ne cache pas son ambition de faire alliance avec une fraction des gaullistes. Il s'est même désisté pour deux d'entre eux. C'est un nouveau geste dans la direction d'un éventuel public nationaliste qu'il vient de faire faire à Kapana. Tout est bon pour récupérer quelques voix.

Voilà quand même une nouvelle preuve de ce que bien d'autres choses, plus importantes, nous ont déjà indiqué. Tous les retournements sont possibles demain, de la part du PCF. Et que ceux qui en doutent se posent simplement la question : quelle confiance peut-on faire à une girouette comme Kanapa, qui a pourtant une chance d'être un des six ou sept ministres PCF du gouvernement Mitterrand ?

DASSAULT :

Des milliards... contre quatre administrateurs

Le gouvernement va décider, ces prochains jours, la nomination de quatre administrateurs représentant l'Etat dans le conseil d'administration de Dassault. Ces nominations vont de pair avec la prise de participation de l'Etat dans le capital de Dassault.

Mais Marcel Dassault ne s'est pas plaint de cette intrusion. Il n'a pas protesté. Il est vrai qu'il n'y avait pas lieu. Car la participation de l'Etat s'accompagne de substantielles contreparties. En effet l'avionneur n'aura pas à rembourser les milliards dont l'Etat lui avait fait l'avance pour l'étude des prototypes d'avions nouveaux. Ces milliards ont constitué des capitaux frais que Dassault a pu utiliser ailleurs, à son gré. Pas bégueule, Dassault. Il a l'habitude. Il vend des avions à l'Etat, et l'Etat vient de lui racheter un morceau de ses usines. C'est une affaire comme une autre.

Mais n'est-ce pas la même chose que se proposent de faire Mitterrand et Marchais, s'ils arrivent au gouvernement ? Car eux aussi vont racheter leurs usines aux capitalistes qu'ils se proposent de nationaliser, en les indemnisant.

En effet, si le PC et le PS se disputent sur le nombre de nationalisations — encore qu'ils semblent prêts maintenant à se mettre d'accord sur les propositions moyennes de la CFDT —, ils sont tous deux d'accord pour indemniser les propriétaires. Le PC a même évalué les dépenses correspondant à ces indemnisations à 3 milliards par an, dans le projet de budget qu'il a établi et publié il y a quelques semaines.

La CFDT fournit le prétexte, Marchais et Mitterrand préparent leur compromis

(Suite de la page 1)

L'affaire du programme est déjà réglée. Seuls n'en sont pas convaincus les électeurs socialistes et les électeurs communistes qui croient à tort leurs dirigeants sur parole et attendent d'une soi-disant « bonne réactualisation » **du Programme commun de 1972 un changement réel de leur vie.**

Alors bien sûr, le 12 mars prochain, il faut que tous les travailleurs de ce pays votent massivement contre la droite. Il faut qu'ils votent à gauche, mais sans cautionner pour autant les grandes manœuvres d'abandon de programme que les dirigeants du PC et du PS orchestrent derrière leur dos. Ils doivent dire qu'ils en ont assez aussi de cette diplomatie secrète là, menée contre leurs intérêts.

Et dans chaque circonscription de ce pays, il y aura des bulletins de vote qui permettront aux travailleurs de dire ce qu'ils pensent des renoncements de la gauche : les bulletins de vote en faveur des candidats de Lutte Ouvrière.

LE PROJET DE LA CFDT PREVOIT L'INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES

Pas plus que le PC ou le PS, la CFDT ne conteste dans ses propositions le principe des indemnisations des capitalistes nationalisés, puisque ce projet précise que les possesseurs d'actions des sociétés nationalisées recevront en échange de ces actions des « obligations nominatives de l'Etat », c'est-à-dire des titres qui rapporteront chaque année des intérêts à leur possesseur. La CFDT précise que **« les porteurs individuels pourront revendre leurs actions ou être remboursés, mais seulement dans la limite d'un plafond annuel égal à dix fois le SMIC. Les gros porteurs seront taxés au titre de l'impôt sur la fortune »**. Ainsi les porteurs individuels, c'est-à-dire en fin de compte des hommes comme Empain ou Renaud Gillet de Rhône-Poulenc qui sont eux aussi des porteurs individuels, pourront revendre leurs obligations et les transformer en capital. Certes, la CFDT prévoit un plafond. Mais ces hommes savent tourner toutes les réglementations...

Et quelles qu'en soient les modalités et les applications pratiques, ce que l'on peut relever du projet de la CFDT, c'est qu'il prévoit l'indemnisation.

Le PC et le PS sont d'accord. Mais ce n'est qu'une confirmation de ce qu'ils disent et écrivent depuis cinq ans.

RUNGIS :

Marché d'intérêt national mine d'or pour les capitalistes de la distribution avec l'aide du gouvernement

Parmi tous les prix en hausse, ceux des fruits et des légumes ont été particulièrement mis sur la sellette au cours des derniers mois.

Alors pour le gouvernement — on est en période électorale — il fallait désigner des coupables ! Et les experts gouvernementaux chargés d'étudier la question ont trouvé et mis sur la sellette les responsables, selon eux, de ces hausses excessives : les circuits de distribution des fruits et légumes, qui seraient dépassés et anarchiques. Les grossistes seraient trop nombreux à Rungis et la campagne orchestrée il y a déjà quelque temps contre les grossistes de Rungis vient de reprendre de la vigueur, avec la publication des grandes lignes du projet de restructuration du marché de Rungis tel que le propose le gouvernement.

Ces propositions sont simples : éliminer des grossistes du marché, car ils seraient trop nombreux, ce qui ne faciliterait pas la libre concurrence (comprenne qui voudra) ; et surtout, comme ils sont trop nombreux, ils sont trop petits et donc pas assez rentables. Voilà donc pour le gouvernement la cause de tout le mal et de la cherté des prix pour les consommateurs.

Eliminer les plus petits grossistes du marché et aider quelques gros négociants à faire main basse sur le marché, cette politique de la part du gouvernement n'est pas nouvelle. La « restructuration » du marché des fruits et légumes est amorcée depuis longtemps : lors de la constitution du Marché d'Intérêt National (MIN de Rungis), en remplacement des anciennes Halles de Paris, c'est près de 300 grossistes qui ont été éliminés et depuis que Rungis existe, en dix ans, ce sont encore plus de 130 grossistes qui ont disparu, pour 400 qui subsistent.

Eliminer les plus petits au profit des plus gros, telles sont les solutions du gouvernement. Ces derniers seront d'ailleurs les seuls bénéficiaires de l'opération. Les experts eux-mêmes le reconnaissent : comme le dit si bien le journal **Les Echos**, **« les consommateurs ne doivent pas en attendre de miracle »**. Et pour cause !

Les prix seront toujours aussi bas à la production, et aussi élevés pour les consommateurs. Et si ce n'est ni le producteur, ni le consommateur, ni même le petit commerçant détaillant en fruits et légumes qui bénéficient de l'opération, il est clair qu'elle sera tout bénéfice pour les capitalistes qui auront assez de capitaux pour investir dans cette branche du commerce, pour la poignée de gros négociants qui auront réussi à faire main basse sur ces secteurs de la distribution.

Quels que soient les propos démagogiques du gouvernement sur la lutte contre la hausse des prix, tout le sens de son intervention est d'aider en fait les capitalistes de la distribution à s'emparer complètement d'un secteur qui leur échappait encore.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire n° 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10